



La commission exécutive de l'Union Nationale de la Santé Privée Force Ouvrière s'est réunie le mardi 5 novembre 2024 à Paris.

Elle a fait le point et discuté de la situation générale. Elle constate que le gouvernement Macron-Barnier prépare et annonce une importante cure d'austérité pour réaliser 60 milliards d'euros d'économie.

Pour arriver à ses fins, il annonce une attaque en règle contre la sécurité sociale avec un plan d'économie 13 milliards d'euros d'économie et contre les services publics.

D'ores et déjà le gouvernement propose de porter de un à trois, le nombre de jours de carence pour les fonctionnaires et de réduire le maintien de salaire en cas de maladie de 100% à 90 % de passer de 100% le maintien de salaire en cas de maladie à 90%.

Et pour le secteur privé à la prévision de futurs décrets portant sur l'allongement du délai de carence s'ajoute une décorrélation du montant des indemnités journalières, versées par la Sécurité sociale, par rapport au salaire du travailleur en arrêt.

Et cerise sur le gâteau, pourquoi pas une nouvelle journée de solidarité ?

Dans le même temps alors que les plans de licenciement se multiplient, le gouvernement exige des organisations syndicales de salariés et patronales qu'elles négocient un nouvel accord sur l'indemnisation des demandeurs d'emplois en réalisant 400 millions d'euros d'économie !

Pour la CE de l'UNSSP FO, face à cette situation, l'urgence est de stopper le gouvernement sur ses vellétés de destruction de la Sécurité Sociale ! Ce ne sont pas les salariés qui sont responsables de cette situation ! Les responsables ce sont les gouvernements qui ont mis en œuvre les exonérations de cotisations patronales qui s'élèvent à 73 milliards !

Détruire la Sécurité Sociale, c'est priver les hôpitaux et nos établissements de leurs ressources, c'est transférer les missions des services publics au secteur privé

La CE considère que sans attendre, il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique de destruction des acquis sociaux ! le gouvernement doit entendre nos revendications ! Nous ne pouvons accepter qu'en réponse à la revendication de l'abrogation de la réforme des retraites, il réponde aménagement de fin de carrière !

C'est pourquoi, l'UNSSP FO appelle l'ensemble des syndicats à réunir les salariés dans des assemblées générales, des réunions de service, à discuter des modalités d'actions y compris de la grève ! L'urgence est à la satisfaction des revendications pas à la destruction des droits et conquêtes des salariés !

Paris le 5 novembre 2024